



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2023-06-DRCL-0295**

**fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse par la  
société AMETYST pour l'exploitation de ces installations situées  
sur la commune de Montpellier**

**Le préfet de l'Hérault**

- Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée n°21-327 du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-06-09577 du 18 juin 2018 portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction des prélèvements et usages de l'eau en période de sécheresse dans le département de l'Hérault ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-I-2337 du 6 octobre 2006 autorisant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à exploiter l'usine de méthanisation de déchets située ZAC Garosud sur la commune de Montpellier ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-I-096 du 13 janvier 2012 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral précité réglementant le site ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-I-137 de changement d'exploitant du 2 février 2015 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 16 mai 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les réponses des 31 mai 2023 et 7 juin 2023 de la société AMETYST au projet d'arrêté préfectoral ;

**Vu** le rapport du 12 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022.09DRCL.0357 du 14 septembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Poisot, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault à compter du 19 septembre 2022 ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

**Considérant** que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

**Considérant** que les prélèvements de l'établissement sont réalisés dans le réseau public de distribution d'eau potable, lui même alimenté par la masse d'eau « les alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète » (code SANDRE FRDG102), relevant de la zone d'alerte 4 (axe Lez soutenu, de sa source à son embouchure) de l'arrêté cadre sécheresse susmentionné ;

**Considérant** que la consommation d'eau du site a été réduite de 20 % sur les 4 dernières années et que ces économies résultent principalement des mesures prises pour limiter la consommation en eau potable dans le cadre de notre démarche ISO 14001 ; notamment l'utilisation d'eau de process recyclée pour les mélanges de matières digérées.

**Considérant** qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société AMETYST sur la commune de Montpellier sont soumis aux prescriptions complémentaires suivantes lorsque dans la zone d'alerte dans laquelle sont implantées les installations et notamment les ouvrages de prélèvement, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant :

- de réduire les prélèvements et la consommation d'eau
- limiter des rejets polluants.

## ARTICLE 2 – PRÉLÈVEMENTS D’EAU

Les prélèvements d’eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s)	Nom de la masse d’eau	Code SDAGE masse d’eau	Prélèvement annuel (m <sup>3</sup> ) et mensuel en étiage (juillet, août, septembre) <sup>1</sup>	Débit de prélèvement maximal journalier (m <sup>3</sup> /jour)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal <sup>1</sup>	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau d’alimentation public en eau de la ville de Montpellier	les alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète	FRDG102	48 000 m <sup>3</sup> /an et 800 m <sup>3</sup> /mois en étiage	160 m <sup>3</sup> /jour	150 m <sup>3</sup> /jour (réduction de 6,3%)	140 m <sup>3</sup> /jour (réduction de 12,5%)	128 m <sup>3</sup> /jour (réduction de 20%)	120 m <sup>3</sup> /jour (réduction de 25%)

Les niveaux de prélèvements ci-dessus peuvent être modifiés par décision préfectorale.

## ARTICLE 3 – MESURES DE RESTRICTIONS

L’exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d’alerte, d’alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d’alerte où sont localisés les installations et les prélèvements de l’établissement.

Niveau de gestion sécheresse	Mesures
<b><u>Vigilance</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance</li> <li>Sensibilisation du personnel aux règles de bon usage d’économie d’eau selon une procédure écrite et affichée sur site</li> <li>Limitations volontaires des usages de l’eau</li> <li>Définition d’un programme renforcé d’autosurveillance des effluents</li> <li>Relevé journalier des dispositifs de mesure totalisateur des installations de prélèvement d’eau et consignation sur un registre</li> </ul>
<b><u>Alerte</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Information du personnel sur le dépassement du seuil d’alerte</li> </ul>

<sup>1</sup> Les valeurs « prélèvement annuel » et « normal » sont données à titre d’information sans préjudices des valeurs autorisées dans l’arrêté préfectoral d’autorisation du site.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesures définies pour le niveau de vigilance</li> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h</li> <li>• Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément interdits excepté en circuit fermé</li> <li>• Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit</li> <li>• Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique</li> <li>• Renforcement du programme de vérification du bon fonctionnement des installations et équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents,</li> <li>• Mise en œuvre du programme de renforcement de l'autosurveillance défini au seuil de vigilance</li> <li>• Définition des modifications à apporter à son programme de production afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité</li> </ul>
<p><b><u>Alerte renforcée</u></b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte</li> <li>• Mesures définies pour le niveau d'alerte</li> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit</li> <li>• Mise en œuvre du programme de production modifié défini au seuil d'alerte</li> <li>• Transmission hebdomadaire à l'inspection des installations classées des données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau AEP, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines...)</li> <li>◦ volumes hebdomadaires d'eau rejetés en précisant les différents milieux de rejet le cas échéant,</li> <li>◦ volumes hebdomadaires d'eau consommées</li> <li>◦ les volumes hebdomadaires prévisionnels d'eau prélevés pour le mois à venir en différenciant les sources de prélèvement,</li> <li>◦ les volumes hebdomadaires prévisionnels d'eau rejetés pour le mois à venir</li> <li>◦ les périodes d'arrêt programmés à court terme</li> <li>◦ une comparaison commentée des volumes prélevés avec les volumes moyens prélevés des trois dernières années</li> </ul> </li> </ul>
<p><b><u>Crise</u></b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte</li> <li>• Mesures définies pour le niveau d'alerte</li> <li>• Les cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt des lignes de production</li> </ul>

#### ARTICLE 4 - BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori des mesures mises en places,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- une proposition de modifications des mesures précisées à l'article 4 avec le cas échéant de nouvelles mesures.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

#### ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

#### ARTICLE 6 – EXÉCUTION ET COPIE

Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le maire de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est notifiée à l'exploitant.

À Montpellier, le **20 JUIN 2023**

Le préfet de l'Hérault,

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

**Frédéric POISOT**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour d'affichage de la décision en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

ESDS NIUL O S

ESDS NIUL O S  
ESDS NIUL O S  
ESDS NIUL O S